



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVIL

BURUNDI | **Les pénuries répétitives et prolongées du carburant renforcent le phénomène déjà croissant de paupérisation de la population**

Rapport sur la gouvernance et les droits économiques et sociaux au Burundi

avril 2022

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
0. INTRODUCTION	1
I. PENURIES RECCURENTES ET PROLONGEES DU CARBURANT ET SES CONSEQUENCES SUR LA SURVIE SOCIO-ECONOMIQUE DES BURUNDAIS	1
II. CONTRIBUTIONS FORCEES, RANCONNEMENTS, SPOLIATIONS ET INJUSTICES SOCIALES SANS CESSER CROISSANTS	6
III. SANTE PUBLIQUE : DES SCANDALES DANS DES HOPITAUX PUBLICS A LA RECRUESCENCE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 ET DE L'EPIDEMIE DE PALUDISME	9
III.1. Des bébés nés prématurés morts dans leurs couveuses suite à l'épuisement de carburant dans un groupe électrogène en province Kirundo	9
III.2. Recrudescence de l'épidémie de paludisme en province Bubanza	10
III.3. Une nouvelle vague de contaminations au Covid-19 en province Kirundo	11
III.4. Remise et reprise à l'hôpital de Rumonge : le directeur et son chargé des finances remplacés pour cause de corruption	11
IV. EDUCATION NATIONALE : DES TENSIONS DANS LES ECOLES DUES AUX INJUSTICES ET AUX DETOURNEMENTS DES FONDS DESTINES AUX ENSEIGNANTS VACATAIRES	12
IV.1. Des tensions au Lycée communal de Ruvumvu, commune Songa et des complots à l'endroit d'un éducateur.....	12
IV.2. Des enseignants vacataires réclament des arriérés de paiement en commune Kanyosha, province Bujumbura	12
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	13

0. INTRODUCTION

La situation des droits économiques et sociaux au Burundi est actuellement mise en mal par plusieurs facteurs défavorisants. Il s'agit notamment des pénuries répétitives et prolongées de carburant et ses multiples conséquences sur la survie de la population. Les contributions forcées, les rançonnements, les spoliations et différentes formes d'injustices sociales, les détournements de fonds publics, la pandémie de Covid-19, le paludisme et des mesures politiques impopulaires viennent empirer une situation déjà difficile. Dans ses différents chapitres, ce rapport du mois d'avril 2022 aborde ces différents sujets en relevant différents faits observés dans différentes provinces du pays.

I. PENURIES RECCURENTES ET PROLONGEES DU CARBURANT ET SES CONSEQUENCES SUR LA SURVIE SOCIO-ECONOMIQUE DES BURUNDAIS

Le Burundi traverse des moments difficiles liés à la crise de carburant qui ne cesse de rendre compliquée la vie socio-économique de la grande partie de sa population. Nous observons partout dans le pays, de longues files d'attente de véhicules sur toutes les stations- services, et des files d'attente des passagers sur tous les arrêts-bus, surtout dans les villes du pays.

Les commerçants font face à de sérieuses difficultés liées au transport de leurs marchandises pour approvisionner les marchés. Les prix de transport des biens et services sont passés du simple au double voire au triple, ce qui a entraîné des défis de survie de plusieurs ménages et aggravé le phénomène de paupérisation qui était déjà sans cesse grandissant.

Les travailleurs des services, tant publics que privés manquent de véhicules de transports et ont des difficultés de rejoindre les lieux de travail.

Curieusement, le carburant reste disponible sur les marchés noirs partout dans les provinces, et cela ne gêne en rien les pouvoirs publics dont certains représentants sont d'ailleurs impliqués dans cette affaire. La Société Interpétrol qui joue le monopole dans le commerce de l'or noir au Burundi déclare sortir au moins 350 000 litres d'essence, 400 000 à 500 000 litres de mazout par

jour, comme l'a déclaré son Directeur Général à la Radio Télévision Nationale du Burundi au journal du soir du 13 avril 2022. Il comprend mal la destination de ces quantités qui, pour lui, sont suffisantes sur le marché burundais.

Le Directeur Général de la Société Sucrière du Moso comprend également mal la pénurie du sucre que sa société produit en quantité suffisante, comme il ne cesse de le déclarer. C'est cela qui explique peut-être la disponibilité de ces deux produits sur les marchés noirs. Le problème est finalement à chercher au niveau du défi de la bonne gouvernance qui caractérise le régime du parti CNDD-FDD depuis son accession au pouvoir.

En Mairie de Bujumbura, la pénurie de carburant est venue aggraver le calvaire causé par la mesure de limitation de la circulation des vélos, des tricycles et des motos dans une grande partie de la ville. Au cours de cette période, nous avons toujours observé des files indiennes de véhicules sur les stations d'essence. Des gens étaient frustrés des attentes interminables.

« Au lieu de passer plusieurs heures d'affilée dans une station-service, il vaut mieux que le prix du carburant augmente, mais que ce produit soit disponible et accessible à tout le monde. Le temps que nous passons sur les stations-service rangés en files indiennes est énorme. Nous aurions fait d'autres choses utiles et rentables », s'insurge un conducteur de taxi contacté le 20 avril 2022 au niveau de la station-service Interpétrole située en commune Mukaza.

Cette pénurie du carburant affecte notamment le transport des biens et des personnes. Aux marchés Bujumbura Bujumbura City Market (Chez Sion) et Ngagara II dit Cotebu, les véhicules qui s'approvisionnent à l'intérieur du pays continuent à alimenter ces marchés en denrées alimentaires, mais le flux a considérablement diminué tout comme les automobilistes ont quasiment doublé le prix de transport. Les transporteurs disent mettre beaucoup de temps à la recherche du carburant. Un conducteur d'une voiture « Probox » de transport public rencontré au marché Bujumbura City Market nous a indiqué que s'il parvient à avoir le carburant, il devra sûrement par après hausser le prix de transport pour compenser tout son temps perdu sans travailler.

Les commerçants qui s'approvisionnent dans ces marchés pour aller vendre leurs marchandises dans les autres marchés de la ville précisent que le prix de transport est devenu quasi-insupportable.

« *Dans les conditions normales, je paie un taxi-voiture entre 2000 et 3000 FBu jusqu'à Kamenge. Mais actuellement, avec cette pénurie du carburant, je paie entre 6000 et 10 000 FBu le même trajet* », fait savoir une commerçante rencontrée au marché Bujumbura City Market en train d'acheter les pommes de terre.

La situation est la même au marché Ngagara II dit Cotebu. Les commerçants qui s'approvisionnent à partir de l'intérieur du pays regrettent que le prix de transport de leurs marchandises ait doublé depuis plusieurs semaines. Par exemple, depuis la province de Cibitoke jusqu'au marché Ngagara II, un sac d'oranges est transporté pour un prix compris entre 6 000 et 9 000 FBu, alors que dans les conditions normales, 4000 ou 5000 FBu suffisaient pour le faire. Ils disent qu'ils travaillent à perte.

En province Cibitoke, le ticket de transport Bujumbura- Rugombo est passé de 4 000 à 10 000 FBu. A l'intérieur de la province, le ticket de transport Rugombo - Mabayi est passé de 4000 à 7000FBu. Celui du trajet Rugombo – Mugina à 3000FBu, alors qu'au paravant il était de 1500FBu. Le trajet Rugombo-Bukinanyana est passé de 7000 à 14000 FBu.

Sur la station d'essence appartenant au Ministre de l'Intérieur, Monsieur Gervais Ndirakobuca, une des stations d'essence les mieux servies dans la province, aucune goutte d'essence ou de gazoil n'y était trouvable au 6 avril 2022 et les jours qui ont suivi. Un litre d'essence ou de gazoil s'achetait entre 7000 et 9000FBu au marché noir.

Les prix des denrées alimentaires avaient connu une hausse d'au moins 40%. Comme on a pu le constater sur place, le prix du haricot était passé de 1500 à 2500FBu, le prix du kg de riz de 1800 à 2600FBu. Le kg de farine de manioc lui était passé de 1000 à 1500FBu. Un commerçant contacté expliquait que cette hausse des produits vivriers était une conséquence directe de la pénurie du carburant et de la spéculation autour de la commercialisation.

Des chauffeurs de véhicules de transport public et de motos s'indignaient et dénonçaient le comportement de certains policiers qui exigeaient des pots- de- vin pour avoir quelques litres de carburant sur les différentes stations- services de la province Cibitoke. Pour être servi, il fallait par exemple donner entre 5000 et 10000FBu aux policiers qui assuraient la sécurité des stations-service.

Dans la plupart des cas, plusieurs véhicules de hauts dignitaires et certains particuliers faisaient le plein de leurs véhicules et emportaient des quantités non négligeables dans des bidons. Par la suite, le même carburant se retrouve sur le marché noir où il coûte les yeux de la tête. Le Gouverneur de Cibitoke indique avoir eu déjà l'écho de ces informations sur la corruption, après qu'un policier ait été surpris en train d'exiger des pots- de- vin sur l'une des stations services située au chef-lieu de la province.

En province Rutana, un tas de patates douces hier vendu à 1000FBu est allé à 2000FBu, le kilo de maïs est passé de 750 à 950FBu, et celui du haricot de 1000 à 1500FBu. Un kg de riz est passé à 3200FBu, un prix record qu'il n'avait jamais atteint.

Concernant la hausse du ticket de transport en commun, les rares véhicules qui peuvent circuler font payer une somme comprise entre 25000FBu et 30000FBu pour aller à Bujumbura, alors qu'en temps normal, le prix n'était que de 10000FBu.

Toujours dans ce secteur de la commercialisation du carburant, la situation est tendue entre le Gouverneur de province, Olivier Nibitanga, et les pompistes ou les patrons des stations-services. Le samedi 23 avril 2022 il a fait emprisonner un pompiste prénommé Petit qui avait certes distribué le carburant toute la journée jusqu'à la tombée de la nuit, l'accusant d'avoir éteint son portable la nuit alors qu'on avait besoin de lui.

Un patron du nom de Niyongabo, propriétaire d'une station- service de Birongozi a pris la décision de fermer sa station d'essence confiant qu'il ne la réouvrira que quand ledit Olivier ne sera plus Gouverneur de Rutana, car il exige l'impossible dans la commercialisation du carburant dans sa province.

En province Cankuzo, malgré la nouvelle mesure du ministère de l'hydraulique, de l'énergie et des mines qui a revu à la hausse le prix du carburant le 28 avril 2022, les prix des tickets de transport demeurent non abordables. Pour le trajet Cankuzo-Bujumbura par agence de transport, le prix du ticket qui était de 15500FBu est à 20500FBu, soit 5000FBu de plus. Pour les voitures « Probox », le même trajet revient à 50.000FBu. Aucune goutte de carburant dans les stations-

services de Cankuzo, alors que le marché noir continue de prospérer. Le litre coûte entre 7000 et 8000FBu.

En province Makamba, après plusieurs mois sans carburant sur les stations- service du chef-lieu de la province, les véhicules et motos sont obligés de s'approvisionner sur les marchés noirs. Certains vont s'approvisionner dans la province de Kigoma en République Unie de Tanzanie. Mais là aussi pour traverser les frontières, les policiers à la frontière exigent des pots de vin d'au moins 6000FBu du côté burundais, et 7000 shillings du côté Tanzanien. Les autorités burundaises n'autorisent personne pour faire entrer dans le pays de l'essence quand bien même cette denrée est introuvable dans toute la province et dans tout le pays. Les agences de transport oeuvrant dans la province ont réduit les tours ou les annulent souvent suite au manque du carburant.

Des coupures intempestives du courant paralysent des services publics. Les groupes électrogènes qui devraient être utilisés en cas de coupures d'électricité ne sont plus alimentés. Des fonctionnaires qui exercent leurs services loin de là où ils habitent sont souvent obligés de s'absenter au service suite aux difficultés de déplacement. Le prix du ticket de transport de Bujumbura à Makamba varie entre 20000 et 30 000FBu, au lieu de 11500 FBu en temps normal.

En province Bujumbura, la flambée des prix touche tous les produits alimentaires de première nécessité notamment le haricot, la farine de maïs, le riz et le sucre. Le haricot de qualité simple qui coûtait 1700FBu en arrive aujourd'hui à 2400FBu. Le haricot jaune varie aujourd'hui entre 2500 et 3000FBu le kg. La farine de maïs bien prisée dans cette partie du pays est passée de 1300 à 1800FBu. Le prix du kg de riz atteint actuellement des prix records dans l'histoire du pays. Selon la qualité, il peut s'acheter à 4000FBu.

Le sucre SOSUMO, l'essence et le mazout devenus de plus en plus rares sur les marchés officiels sont suffisamment disponibles aux marchés noirs. Ils coûtent respectivement 7000FBu, 8000 à 10000Fbu et 7000FBu le kg ou le litre. Le ticket de transport de Musaga en Mairie de Bujumbura à Ijenda est passé de 4500FBu à 8000FBu.

En province Bururi, le carburant est abondant sur le marché noir où il s'achète à 5000 FBu le litre. Le ticket de transport Bururi - Rumonge passe désormais à 5000 FBu au lieu de 4000 FBu. Celui de Bururi à Matana est passé de 3000FBu à 4000FBu, et cette augmentation est pratiquée sur tous les tronçons qui relient les communes de la province.

II. CONTRIBUTIONS FORCEES, RANCONNEMENTS, SPOLIATIONS ET INJUSTICES SOCIALES SANS CESSÉ CROISSANTS

La paupérisation sans cesse croissante qui affecte une grande partie de la population burundaise n'empêche pas le régime du parti CNDD-FDD de continuer à exiger des contributions financières pour diverses raisons.

En province Ngozi, précisément en commune Ruhororo, colline Rwamiko, le représentant collinaire du parti au pouvoir, le nommé Baragunzwa Jean, alias Kajandi a exigé à tous les ménages et à toute personne qui y exerce une activité de payer chacun au moins 1000FBu. Cet argent servirait à achever la construction de la permanence collinaire du parti. Il avait ainsi mandaté le chef collinaire du nom de Ndagano Micheline de collecter cet argent. Depuis le 4 avril 2020, cette dernière passait de ménages en ménages pour en exiger le paiement. Tous les détenteurs de bistrot, de boutiques et toute personne exerçant une activité autre avaient l'obligation de donner cette contribution. Des citoyens membres d'autres partis politiques ont été contraints de contribuer pour sauver leur peau.

Dans cette même commune, l'Administrateur communal, Birukundi Mamerte, a accusé le nommé Nduwimana Jean Désiré, un déplacé de guerre du camp de déplacés interne de Ruhororo, de ne pas soutenir le Gouvernement du Burundi en déclarant que ce dernier semble inexistant. La victime a dû payer un montant de 30000FBu pour échapper à l'arrestation et à la détention en date du 5 avril 2022. En réalité, elle est victime de ses positions contre le projet de démantèlement du site en cours.

L'Administrateur communal est également pointé du doigt comme étant à l'origine de la perturbation de la tranquillité des déplacés de guerre de 1993 du site Ruhororo, en collaborant notamment avec les juges du Tribunal de Résidence pour chasser des déplacés dudit site. Le cas le plus récent concerne un enseignant du nom de Karerwa Déo qui vient d'être chassé avec sa famille du site et sa maison démolie. L'Administrateur en connivance avec les juges accusent la victime d'occuper un terrain qui n'est pas le sien.

Dans cette même commune de Ruhororo, les parents ayant des élèves à l'Ecole Fondamentale de Nyamugari 2 de la direction communale de Ruhororo se lamentent de la contribution qu'ils sont contraints de payer pour « *construire une salle des professeurs* ». Nizigiyimana Méthode, le directeur de ladite école, en collaboration avec le comité de gestion de l'école ont décidé de faire payer une somme de 1000FBu par élève et que tout le monde se sera exécuté avant la fin du mois de juin 2022.

En province Bujumbura, l'autorité publique organise ces derniers temps des visites dans des propriétés foncières qu'elle estime « *non exploitées et illégalement attribuées à des individus et familles* ». Sous l'égide des Ministères de l'Intérieur et de l'Environnement, les communes Mugongomanga et Mutimbuzi ont déjà accueilli des délégations qui font l'inventaire de ces propriétés foncières. Plusieurs familles de ces entités craignent d'être expropriées de leurs propriétés. Des Imbonerakure et des autorités administratives menacent déjà des propriétaires des parcelles situées sur la 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} transversale de la zone Maramvya. Le régime menace de récupérer au moins 378 parcelles se trouvant entre la 12^{ème} et la 13^{ème} transversale.

Entre la 13^{ème} et la 14^{ème} transversale, au moins 208 parcelles et 201 parcelles seraient à remettre à l'Etat. Entre 14^{ème} et 15^{ème} transversale, au moins 2049 parcelles devraient connaître le même sort.

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE L'INTERIEUR,
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
ET DE LA SECURITE PUBLIQUE
PROVINCE DE BUJUMBURA

CABINET DU GOUVERNEUR

N/R 531.02/ 203 /2022

Isare, le 12 / 04 / 2022

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

-Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
du Développement Communautaire et de
la Sécurité Publique.

✓
A Monsieur l'Administrateur de
la Commune NYABIRABA

Objet : Arrêt des Activités sur les
Terres Domaniales.

Monsieur l'Administrateur,

Des terres domaniales situées dans la Commune Nyabiraba ont été attribuées à des gens soit pour y construire des maisons soit pour usage agricole. Certains des exploitants de ces terres détiennent des papiers délivrés par la Commune alors que l'attribution d'une propriété foncière relève des compétences du Ministre en charge des terres.

Par la présente, il vous est instruit de faire arrêter, jusqu'à nouvel ordre, toutes les activités qui se réalisent sur les terres domaniales que la Commune a donné aux particuliers, sauf pour les coopératives collinaires dites Sangwe.

Veillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE GOUVERNEUR DE PROVINCE

En province Makamba, des propriétaires de stands au marché de Makamba se lamentent contre la décision du conseil communal de retirer le contrat aux premiers acquéreurs pour les distribuer aux commerçants qui y exercent actuellement. Le conseiller chargé du développement de la commune Makamba, Léonard Nishimwe, l'a indiqué au cours de la réunion que la commune a organisée en date du 1^{er} avril 2022.

Le conseiller de l'Administrateur chargé du développement a expliqué que cette décision a été prise car les stands doivent revenir à ceux qui les exploitent, et qu'ils restent une propriété de la commune.

III. SANTE PUBLIQUE : DES SCANDALES DANS DES HOPITAUX PUBLICS A LA RECRUESCENCE DE LA PANDEMIE DE COVID-19 ET DE L'EPIDEMIE DE PALUDISME

III.1. Des bébés nés prématurés morts dans leurs couveuses suite à l'épuisement de carburant dans un groupe électrogène en province Kirundo

Le secteur de la santé publique a été gravement affecté par la crise de carburant qui fait rage dans le pays. A l'intérieur du pays comme dans les centres urbains, les travailleurs de la fonction publique en général, et les professionnels de santé en particulier rencontrent de sérieuses difficultés de déplacement pour se rendre à leurs postes d'attache.

Les travailleurs et les professionnels de santé se présentent à leurs postes d'attache vers 9 heures et 10 heures suite au manque de déplacement. En Mairie de Bujumbura, du centre ville jusqu'au quartier Carama, les passagers sont parfois obligés de dépenser jusqu'à 15 000FBu pour arriver au travail.

Dans différents hôpitaux du pays, le déplacement des malades au niveau des communautés devient problématique, ainsi que les cas de transfert dans les structures sanitaires. Même si des responsables des provinces sanitaires ne l'affirment pas à haute voix, au moins 2 cas sur 10 femmes enceintes nécessitant l'urgence de transfert chez un gynécologue et autres spécialistes trouvent la mort suite à la lenteur ou au défi de transfert.

Dans presque toutes les structures sanitaires, il y'a un système de solution de rechange en cas de coupure du courant de la REGIDESO. Ce sont des groupes électrogènes et leurs accessoires qui consomment du carburant. On observe couramment les cas de délestage ou de coupure simple d'électricité alors que les groupes électrogènes n'ont pas été approvisionnés en carburant. Les différents appareils des structures de santé ne fonctionnent pas et des services sont tout simplement arrêtés. Les services les plus touchés sont notamment l'Imagerie, le laboratoire, la kinésithérapie, la néonatalogie, la facturation.

En province Kirundo, 6 à 8 enfants prématurés qui étaient dans une couveuse à la néonatalogie à l'hôpital de Kirundo sont morts dans la nuit du 14 avril 2022 suite au manque de carburant qui active la machine électrogène. L'hôpital venait de passer trois sans courant de la REGIDESO suite aux pannes.

A la morgue du même hôpital, des corps dégageaient des mauvaises odeurs car des réfrigérateurs s'étaient éteints. Au cours d'une réunion du Staff de l'hôpital tenue en date du 19 avril 2022, le directeur de l'hôpital n'a pas caché sa colère contre les employés qui disent aux média les problèmes que rencontre son hôpital.

En province Rumonge, les malades ambulants se lamentent du fait que les résultats tardent à venir alors que le trajet leur coûte cher. D'après les informations recueillies auprès des laborantins de la clinique St David, les résultats sont erronés suite à des réactifs qui sont endommagés par la mauvaise conservation due au manque de courant électrique.

III.2. Recrudescence de l'épidémie de paludisme en province Bubanza

Depuis le mois de février 2022, les cas de paludisme se multiplient en province Bubanza. Depuis le mois de mars 2022, certains hôpitaux de la localité sont débordés d'effectifs de malades. A titre d'illustration, l'Hôpital Saint Augustin de Gihanga comptait en moyenne 128 enfants souffrant de paludisme y hospitalisés alors que la capacité d'accueil ne dépasse pas 60 enfants. Des responsables de l'hôpital signalent avoir été obligés de laisser les malades dormir par terre et dans une paillotte construite à côté des salles d'hébergement.

III.3. Une nouvelle vague de contaminations au Covid-19 en province Kirundo

Une nouvelle vague de contaminations au Corona- virus a été signalée en commune Ntega, province de Kirundo au nord du Burundi où plus d'une centaine de cas positifs ont été enregistrés en moins d'une semaine.

Les chiffres relevés dans des structures sanitaires du district sanitaire de Vumbi, (les communes de Vumbi et Ntega) révèlent au moins cent cas de personnes contaminées au covid-19 dans la seule semaine du 18 avril 2022. Au cours d'une réunion de sécurité tenue le 26 avril 2022 sur la colline de Sasa, Albert Hatungimana, Gouverneur de la province Kirundo a pris des mesures pour essayer de freiner la vitesse de la propagation.

« Tous les cabarets et restaurants se trouvant sur les collines très menacées doivent fermer leurs portes à partir du mercredi 27 avril 2022 », a déclaré le Gouverneur. « Des sanctions seront prises à l'endroit de tout récalcitrant à ces mesures », a renchéri cette autorité.

III.4. Remise et reprise à l'hôpital de Rumonge : le directeur et son chargé des finances remplacés pour cause de corruption

Dr Nditoreye Ernest, Directeur de l'Hôpital Rumonge et Dusabe Ange, son directeur administratif et financier ont été limogés de leurs fonctions respectives. Ils ont cédé leurs postes aux nouveaux le 8 avril 2022 à 14h 30 minutes. Les cérémonies de remise et reprise ont été encadrées par une délégation composée de l'inspecteur général de la santé, le directeur du budget et le chargé de la cellule juridique sous la supervision du secrétaire permanent du ministre de la santé et de lutte contre le sida. Les représentants du personnel et des syndicats ainsi que les responsables du secteur de la santé dans la province Rumonge étaient invités également à cette activité.

Ce remplacement faisait suite à des dénonciations de détournement de fonds dont s'étaient rendu coupables les deux autorités de l'Hôpital. Ces dernières étaient accusées de détourner au moins 91 millions de francs burundais des fonds propres de l'hôpital. Ce dernier faisait ainsi face au manque criant de matériel, de médicaments et de primes du personnel depuis une année et demie que l'équipe de direction limogée venait de passer.

IV. EDUCATION NATIONALE : DES TENSIONS DANS LES ECOLES DUES AUX INJUSTICES ET AUX DETOURNEMENTS DES FONDS DESTINES AUX ENSEIGNANTS VACATAIRES

IV.1. Des tensions au Lycée communal de Ruvumvu, commune Songa et des complots à l'endroit d'un éducateur

Le nommé Samson Vyuzura, préfet de discipline au lycée communal de Ruvumvu au chef-lieu de la commune Songa, en province Bururi a été arrêté en date du 7 avril 2022 et détenu au cachot du commissariat communal de police à Songa. Le directeur communal de l'éducation dans cette commune, le nommé Gilbert Nsavyumukama en même temps secrétaire communal du parti CNDD- FDD dans la même commune est à l'origine de cette arrestation. L'éducateur serait victime d'un complot qui l'accuse de détourner le cahier de discipline des élèves qu'il contrôle lui-même, cahier qui aurait été volé par des élèves qui voulaient fausser l'attribution des notes en éducation. Des élèves Imbonerakure qui sont accusés par le préfet de « mauvaise discipline » aurait comploté contre lui pour échapper aux sanctions.

Selon des sources proches de l'école, l'arrestation du préfet de discipline cacherait un mauvais climat entre le directeur de l'école et une partie de son personnel, dont Samson Vyuzura son préfet de discipline.

IV.2. Des enseignants vacataires réclament des arriérés de paiement en commune Kanyosha, province Bujumbura

Les enseignants vacataires de la Direction Communale de l'Enseignement en commune Kanyosha, province Bujumbura se lamentent du fait qu'ils viennent de passer au moins trois mois sans percevoir leurs primes d'encouragement comme convenu avec la Direction Communale et les comités des parents. Pourtant, les parents des élèves paient régulièrement par trimestre une somme de 1000FBu par élève comme prime à ces enseignants vacataires. La nommée Nahimana Vénérande, Directeur Communale de l'Enseignement est accusé de détourner ces fonds pour le compte du parti CNDD-FDD et à son propre compte.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Burundi traverse des moments les plus difficiles de son histoire. Le régime politique aux affaires depuis plus de quinze ans semble ne pas trop en faire, même si le Président Ndayishimiye le reconnaît de temps en temps dans ses différents discours. Au moment où la crise de carburant fait rage dans le pays, des tenors du parti au pouvoir se la coulent douce et parlent d'un « bon pays » où les gens vivent dans l'harmonie et le bonheur.

Au niveau politique, le régime en place ne cesse de prendre des mesures qui violent de manière flagrante les droits et libertés individuels et collectifs avec un impact grave sur la vie des populations.

Au niveau économique, les crises récurrentes et prolongées de carburant avec leur lot de conséquences viennent aggraver les conséquences engendrées par des mesures politiques injustes et répressives.

Au niveau social, la santé et l'éducation souffrent de problèmes de gouvernance et de détournements de fonds.

En définitive, nous constatons que la jouissance des droits économiques et sociaux (garantis par le Pacte International relatifs aux droits économiques et sociaux) ne semble pas être une préoccupation du pouvoir en place au Burundi.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De trouver des solutions durables à la problématique liée à l'approvisionnement en carburant et de faire face aux conséquences graves qui affectent la population burundaise ;
- De mettre fin aux contributions forcées, aux rançonnements, aux spoliations et injustices sociales qui gangrènent la société burundaise dans son ensemble ;
- De sanctionner sévèrement des gestionnaires des structures de santé qui s'adonnent à des détournements des fonds mettant ainsi à mal leur fonctionnement et l'accès aux soins de santé ;
- De faire face à la pandémie de Covid-19 et à l'épidémie de paludisme notamment en préconisant des mesures adéquates de prévention ;

- De mettre un terme à la politisation du milieu scolaire, aux détournements de fonds, aux injustices dans les écoles et en punir les auteurs afin d'assainir l'environnement d'apprentissage de la jeunesse burundaise.